



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Monaco le 3 novembre 2017,

Deuxième réunion publique pour Union Monégasque

Deuxième réunion publique hier soir pour le groupe Union Monégasque dont le thème principal a été le cadre de vie. L'échange avec les participants a primé sur les interventions des candidats permettant à l'assemblée de s'exprimer sur le sujet.

Jean-Louis Grinda a souhaité débiter cette deuxième réunion par un point important et essentiel pour la liste Union Monégasque : « *Il est évident pour nous que nous comprenons les évolutions dont Monaco a besoin, cependant le cadre de vie et l'environnement sont essentiels à nos yeux* ». Il a évoqué l'implication des trois élus Union Monégasque depuis 5 ans dans la défense du cadre de vie des monégasques, notamment avec leur opposition à la création du parking des Spélugues dont le sujet a donné lieu à des échanges houleux au Conseil National le 12 décembre 2016. Il s'est également exprimé sur la nécessaire réflexion à mener sur la problématique des parkings en ville. Sa proposition est de changer radicalement de modèle en rendant gratuit le parking résidentiel et en ne faisant payer l'usager qu'à la sortie du véhicule, étant entendu qu'un nombre minimum de sorties gratuites serait bien évidemment accordé. On se rapprocherait ainsi d'un principe qui n'est contesté par personne, celui du pollueur/payeur. La fameuse remise en cause de la première heure gratuite ne serait dès lors qu'accessoire, voire sans objet.

La parole a été donnée par la suite à Bernard Pasquier, qui a abordé le sujet du cadre de vie sur l'angle des finances publiques : « *Qu'est-ce qu'un chantier avant qu'il ne démarre ? C'est une ligne de budget dans la section 7 (celles des investissements) voté par les conseillers nationaux et qui va permettre aux travaux et aux nuisances de commencer* ». Il a souligné que, tant que l'amendement budgétaire ne serait pas possible pour les élus, le Conseil National ne pourrait en aucun cas s'opposer à ces projets s'il le juge nécessaire, sauf à voter contre le budget dans son ensemble. Trop de chantiers sont financés par le Gouvernement Princier à l'heure actuelle et ils sont les premiers responsables des nuisances et de la détérioration de notre qualité de vie. Certaines dépenses d'investissement ne sont même pas inscrites au budget, exemple frappant : le chantier de Testimonio II et celui de l'extension en mer. Des centaines de millions d'euros, financés en vendant le bien le plus précieux de la Principauté, les mètres carrés, sont dépensés sans que le Conseil National et les monégasques n'aient leur mot à dire. Malgré ce que veut faire croire le Gouvernement Princier ainsi que la liste Primo !, les finances publiques ne sont pas florissantes que cela et le bas de laine qu'est le FRC fond comme neige au soleil. Il a conclu par une référence à La Fontaine, métaphore selon lui de circonstance, « *Stéphane Valéri c'est la cigale, il fait beau, la conjoncture économique est favorable, alors dépensons sans compter ! On verra bien demain, peu importe le futur de nos enfants ou si notre modèle économique est fragile, éliminez-moi et je résoudrai tous vos problèmes ! [...] Union Monégasque c'est la fourmi qui pense que c'est quand il fait beau et que la conjoncture économique est favorable qu'il faut mettre de l'argent de côté. Le futur de nos enfants ne doit pas être mis en péril par un comportement flambeur. Entre la cigale et la fourmi, c'est aux monégasques de choisir le 11 février prochain* ».



Jean-Charles Allavena a également pris la parole afin de commenter quelques conclusions surprenantes des premiers Pep's de la liste Primo ! avant d'aborder le thème central de la réunion.

« Premier thème, la jeunesse. Etonnant de lire qu'une des priorités est la réouverture du Moods, afin que la jeunesse monégasque puisse sortir en Principauté. Mais, hors le fait que le Moods n'avait pas une clientèle très jeune, comment peut-on d'un côté reprocher à la SBM ne pas équilibrer ses comptes et de l'autre demander des gadgets de ce type ? En oubliant de s'interroger sur le changement de destination du Ni-box (qui était fait pour les jeunes) et que le Gouvernement Princier a laissé faire : qui était au Gouvernement à ce moment-là ? [...]

Autre thème, la Fonction Publique. S'agissant de l'idée de créer un Fonds pour la retraite des fonctionnaires, c'est bien d'avoir lu la presse et de reprendre nos idées, un bon point. Sitôt élu, Primo ! dit vouloir l'étude de la loi sur la modernisation de la Fonction Publique, soit-disant enterrée depuis cinq ans : parfait, sauf qu'elle aurait été votée depuis longtemps sans un lobbying suractif du Président de l'Association des Fonctionnaires Monégasques (actuellement référent de choc de notre concurrent) ! [...] Dernier point, la priorité nationale, qui ne serait pas correctement respectée : soit, mais la Direction du Travail ainsi que l'Inspection du Travail dépendent directement du Conseiller de Gouvernement pour les Affaires Sociales et de la Santé ? Si le candidat aujourd'hui a des critiques à émettre, c'est peut-être parce que le Conseiller n'a pas fait son travail correctement... »

En ce qui concerne le thème du cadre de vie, Jean-Charles Allavena a d'abord rappelé que beaucoup de problèmes sont liés et qu'on ne peut exiger une chose un jour et son contraire le lendemain : « *Union Monégasque partage l'idée de l'urgence à construire 500 logements, mais doute qu'on puisse le faire sans bruit, sans poussière, sans nuisances : il y a donc des choix à faire et des conséquences à assumer ensemble. Pour la circulation, même philosophie, il n'y a pas de mesures isolées. Enfin, il faut être conscience que, quoiqu'on dise aujourd'hui, cette situation de nuisances durera encore au moins cinq à dix ans, car beaucoup de chantiers sont déjà en cours : Testimonio jusqu'à 2020-2021, extension en mer jusqu'à 2027, zone Casino 2019-2020, CHPG 2025-2027 et l'Ilot Pasteur 2021-2022, sans évoquer la réfection du Centre Commercial de Fontvieille ainsi que les chantiers du secteur privé. La réflexion d'aujourd'hui sera de minimiser les nuisances et préparer un futur meilleur ».*

Enfin, il a conclu sur l'usine d'incinération. Alors qu'en 2013 le Gouvernement présentait une décision actée et arbitrée, conduisant à reconstruire in situ une usine d'incinération, faute d'autre technologie mature, et appuyait sa décision sur une série d'arguments approximatifs ou fallacieux, la ténacité et les convictions d'un tout petit groupe d'élus, qu'on retrouve aujourd'hui exclusivement sur la liste Union Monégasque, ont conduit le nouveau Ministre d'Etat à reprendre le dossier, à réexaminer l'ensemble des éléments, et à prendre des décisions après un bilan complet des avantages et des inconvénients, et non à partir de quelques intuitions ou préjugés. S'il est quasiment acquis que l'usine sera maintenue en ville, elle sera déplacée (donc récupération et valorisation de terrains) et on prendra le temps des études pour changer de technologie et arrêter l'incinération.

Un tel exemple est la démonstration que, lorsqu'un groupe d'élus, même très restreint, a du courage et des convictions, il peut obtenir satisfaction sur des dossiers très importants pour Monaco.



Dernière intervention de la soirée, Jean-Michel Rapaire a souhaité, quant à lui, associer ce thème qu'est le cadre de vie au patrimoine monégasque. Il a souligné qu'il était important de dire non à la destruction du patrimoine et de le préserver car c'est un élément majeur du cadre de vie en Principauté.

Jean-Louis Grinda a permis à l'assistance de poser des questions directement aux candidats. Il a été évoqué les problèmes liés aux Jardins d'Apolline, et plus précisément au contrôle des chantiers ainsi que les solutions qu'Union Monégasque préconise afin que ce désastre ne se reproduise plus. Jean-François Robillon a répondu à l'assemblée et a mentionné que depuis deux ans et demi, toutes les informations liées à cette construction ont été remonté au niveau des Conseillers de Gouvernement : des Finances et de l'Économie, des Affaires Sociales et de la Santé ainsi que de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme, qui n'ont absolument rien fait. Union Monégasque souhaite qu'une commission d'enquête soit créée pour chercher des responsabilités au niveau politique afin de répondre à une question simple : « *Pourquoi n'as-t-on pas pris les décisions qui s'imposaient ?* ». Cette recherche de responsabilité politique permettrait de passer à l'âge adulte car à l'heure actuelle, aucune commission d'enquête indépendante existe en Principauté. Comme le Souverain l'a évoqué dernièrement, il ne faut pas avoir peur de la vérité.

Chacune des mesures qu'Union Monégasque souhaite proposer est à destination du bien public, de l'honnêteté et pour une entrée dans le 21^{ème} siècle. Par la force de leur engagement et l'expression affirmée de leurs convictions, les élus UM ont démontré que, même en étant minoritaires dans l'hémicycle, ils ont pu infléchir les choix du Gouvernement et faire voter d'importantes propositions de Lois.

La réunion s'est conclue sur l'annonce d'un nouveau candidat. Union Monégasque a le plaisir d'accueillir dans ses rangs Christophe Brico, fonctionnaire à la Direction du Tourisme et des Congrès.

Un apéritif a été servi à l'issue de la réunion pour permettre aux candidats et aux compatriotes présents de continuer à échanger et débattre sur le sujet.

Réunions publiques :

- Mercredi 15 novembre 2017, 19h – Restaurant La Société Nautique

www.unionmonegasque.mc

[@groupepolitiqueunionmonegasque](https://twitter.com/groupepolitiqueunionmonegasque)

[@groupeUM](https://twitter.com/groupeUM)

Contact presse : Allison Billaud
Assistante d'élu